



Le 21 janvier 2010 – L'APTS se joint à la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics

Depuis le 15 janvier, l'APTS est membre de la Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics. Cette coalition regroupe une trentaine d'organisations communautaires, étudiantes, syndicales, féministes, populaires, et écologistes issues de partout au Québec.

Cette coalition a organisé une action d'éclat, en formant un comité d'accueil à la rencontre économique des 20 et 21 janvier à Lévis. Plus de 200 personnes ont répondu à l'appel à cette occasion. L'APTS y était représentée.

De bonne humeur et bruyamment présent, le comité d'accueil a manifesté son opposition aux orientations actuelles du gouvernement Charest. C'est avec des slogans et de la musique rythmés, ponctués de discours et d'une petite pièce de théâtre que les manifestants ont bien fait sentir leur présence. L'opposition aux hausses de tarifs et de TVQ, tout comme aux coupures dans les services publics, a certainement eu un écho jusqu'à l'intérieur du Centre des congrès.

La Coalition a donc fait un premier bilan positif de cette première action. Le nombre de manifestants présents a largement dépassé les attentes. Compte tenu des courts délais de mobilisation et de l'endroit éloigné de l'action, il a été étonnant de voir que les militantes ont répondu aussi nombreux à cet appel. Ceci témoigne sans aucun doute de l'importance des enjeux actuels et de la grogne contre le gouvernement Charest.

La Coalition revendique l'accès à des services publics universels et de qualité, qu'elle considère comme un moyen d'assurer la réalisation des droits humains et d'agir efficacement sur les causes de la pauvreté. Plus précisément, elle a deux objectifs :

- Proposer un financement adéquat des services publics et des programmes sociaux dans une perspective de lutte contre la privatisation et la marchandisation du bien commun.
- S'opposer aux hausses de tarifs de l'électricité résidentielle et des services publics, particulièrement les services de santé et les services sociaux, l'éducation, les garderies et les transports collectifs, car la hausse des tarifs constituerait un frein à leur accès.

La Coalition s'oppose également à une hausse immédiate de la TVQ et songe à une formule de taxation progressive et écologiste en fonction de la nature des biens achetés.

La Coalition entend être active pendant toute l'année 2010 et plus tard si nécessaire. Une campagne d'envoi de télécopies destinées au ministre des Finances est en cours.